

A la une

ilBoursa.com
La référence économique

Tunis Re voit son chiffre d'affaires croître de 15% à fin septembre à 175 millions de dinars

21/10/2024

Tunis Re confirme encore une fois sa résilience face à un environnement difficile et ce en affichant au terme du troisième trimestre des performances techniques et financières solides.

A fin septembre 2024, la société Tunis Re affiche une croissance du chiffre d'affaires de 15% pour atteindre 174,5 millions de dinars, avec une progression de la prime nette de 18%.

Malgré une conjoncture nationale et internationale difficile, Tunis Re a pu réaliser cette performance grâce à une progression au niveau des affaires souscrites ainsi qu'à une bonne diversification au niveau de son portefeuille.

Ainsi, des hausses respectives ont été enregistrées de 6% sur le marché domestique et de 22% au niveau du marché international. Par rapport aux objectifs fixés pour l'année 2024, le taux de réalisation du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2024 a atteint 80%.

Le ratio de sinistralité net reste maîtrisé à un niveau de 58% contre 57% en septembre



Secteur bancaire | Financement du risque des catastrophes naturelles : La Tunisie se dote d'une stratégie

P.03

Algérie: Les assureurs seront autorisés à avoir le rôle d'intermédiaires boursiers

P.05

East Africa: Insurers focus on digital transformation, revolving regulations and ES

P.04

GCC: Gulf Insurance Forum resolutions focus on climate change and tech

P.08

Cyber's moment in the reinsurance spotlight at Baden-Baden

P.10

Catastrophes naturelles : lancement de l'Observatoire de l'assurabilité

P.11

2023 et ce grâce à une bonne gestion des risques, ayant permis la réduction de l'impact de la sinistralité survenue.

Les produits financiers ont réalisé une croissance de 10% par rapport au troisième trimestre 2023 pour atteindre 23,5 millions de dinars, contre 21,3 millions de dinars.

P.03

SOMMAIRE

Tunis Re voit son chiffre d'affaires croître de %15 à fin septembre à 175 millions de dinars 03

Secteur bancaire | Financement du risque des catastrophes naturelles : La Tunisie se dote d'une stratégie 03

4e édition du séminaire sur l'électromobilité par AMI Assurances : quels défis et quelles solutions 04

Algérie :Le secteur des assurances en hausse de %8,8 05

Algérie: Les assureurs seront autorisés à avoir le rôle d'intermédiaires boursiers : Un texte de loi régissant le marché financier bientôt ficelé 05

Premiers postes d'assurance souscrits au Maroc 06

East Africa:Insurers focus on digital transformation, revolving regulations and ESG 07

African Risk Capacity (ARC) sells Ghana its first parametric drought insurance policy 07

Oman:Listed insurers see weaker insurance service results in first 9 months of 2024 08

Jordan:Central bank announced draft rules for insurance broking business 09

GCC:Gulf Insurance Forum resolutions focus on climate change and tech 09

Cyber's moment in the reinsurance spotlight at Baden-Baden 10

Catastrophes naturelles : lancement de l'Observatoire de l'assurabilité 11

Reinsurers to hold firm on T&Cs following back-to-back hurricanes: Moody's 11

Tunis Re voit son chiffre d'affaires croître de %15 à fin septembre à 175 millions de dinars

21/10/2024

Tunis Re confirme encore une fois sa résilience face à un environnement difficile et ce en affichant au terme du troisième trimestre des performances techniques et financières solides.

A fin septembre 2024, la société Tunis Re affiche une croissance du chiffre d'affaires de 15% pour atteindre 174,5 millions de dinars, avec une progression de la prime nette de 18%.

Malgré une conjoncture nationale et internationale difficile, Tunis Re a pu réaliser cette performance grâce à une progression au niveau des affaires souscrites ainsi qu'à une bonne diversification au niveau de son portefeuille.

Ainsi, des hausses respectives ont été enregistrées de 6% sur le marché domestique et de 22% au niveau du marché international. Par rapport aux objectifs fixés pour l'année 2024, le taux de réalisation du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2024 a atteint 80%

Le ratio de sinistralité net reste maîtrisé à un niveau de 58% contre 57% en septembre 2023 et ce grâce à une bonne gestion des risques, ayant permis la réduction de l'impact de la sinistralité survenue.

Les produits financiers ont réalisé une croissance de 10% par rapport au troisième trimestre 2023 pour atteindre 23,5 millions de dinars, contre 21,3 millions de dinars. Ces produits englobent les intérêts courus et non échus (pour les deux exercices 2023 et 2024). Ils ne tiennent pas compte des intérêts sur dépôts auprès des cédantes.

Secteur bancaire | Financement du risque des catastrophes naturelles : La Tunisie se dote d'une stratégie

21/10/2024

La feuille de route a été finalisée et soumise à un Conseil interministériel pour validation. D'autres pays de la région ont déjà adopté des stratégies similaires.

Une nouvelle stratégie nationale sur le financement du risque de catastrophe est actuellement en cours d'élaboration. C'est ce qu'a déclaré Monia Ben Saïd, directrice au sein de «Tunis Re», lors de son intervention à la 7e université d'été organisée récemment, par l'Atcf. Elle a précisé que cette stratégie a été initiée suite à la survenue d'un événement déclencheur, en l'occurrence les inondations survenues à Nabeul en 2018, qui ont mis à nu le grand déficit de couverture des catastrophes naturelles en Tunisie.

Adopter une approche proactive

En effet, cet événement climatique majeur a engendré des pertes économiques estimées à plus de 299 millions de dinars. Les secteurs les plus touchés étaient le transport, le logement et l'agriculture. Plus de 2.400 emplois ont été perdus, provoquant une perte de revenus de 3,3 millions de dinars. Plus de 300 logements ont été détruits et 2.500 partiellement touchés. Malgré ces dégâts considérables, les pertes assurées se sont limitées à 20 millions de dinars seulement représentant un déficit de protection de 93%. «

On peut voir ici le degré de vulnérabilité du pays en termes d'assurance. Les inondations de Nabeul ont révélé des lacunes critiques dans le financement des catastrophes en Tunisie, qui avait une approche ad hoc pour y faire face. Le gouvernement agit souvent en tant qu'assureur de dernier recours. Les instruments de financement se limitent à des produits assurantiels, avec un faible taux de pénétration de 2,4%, et à des instruments budgétaires limités», a-t-elle indiqué.

Elle a ajouté que le déblocage exceptionnel du Fonds de garantie des assurés lors des inondations de Nabeul a été l'élément déclencheur d'une réflexion stratégique sur la nécessité d'adopter une approche proactive de financement et de réponse aux catastrophes. Il s'agit de mettre en place une stratégie financière permettant d'apporter une réponse fiable, rentable et efficace. Grâce à un préprogramme financé par la Banque mondiale et l'AFD à hauteur de 100 millions de dollars, la

Managers

a commencé à adopter une nouvelle approche proactive de réduction des risques ex ante, en renforçant les moyens de prévention face à l'augmentation des catastrophes naturelles, mais aussi en mettant en place un mécanisme de financement des risques de catastrophes pour protéger les populations touchées, à travers la stratégie nationale de financement du risque de catastrophe (Snfc).

Réduire la responsabilité contingente de l'Etat

L'objectif de cette stratégie est de favoriser une planification budgétaire qui tient compte des risques de catastrophe, en incitant l'Etat à provisionner des ressources ex ante sans compromettre la réalisation des objectifs de développement. Cela se ferait à travers des allocations budgétaires.

Cette approche permettra de réduire la responsabilité contingente de l'Etat grâce à des outils de transfert de risque, des instruments de stabilisation macroéconomique permettant de protéger les acteurs économiques et stratégiques.

Ben Said a affirmé que la feuille de route a été finalisée et soumise à un Conseil interministériel pour validation. Cette stratégie repose sur deux axes : premièrement, un mécanisme public garantissant l'inclusion des populations les plus pauvres et vulnérables face aux risques climatiques par la création d'un fonds de solidarité publique ou d'une ligne budgétaire. Deuxièmement, le développement du secteur de l'assurance des catastrophes naturelles à travers l'instauration progressive d'une obligation d'assurance.

La garantie contre les catastrophes naturelles deviendra obligatoire pour tous les contrats d'assurance dommages. «Ensuite, cette obligation sera à la charge des particuliers.

Tout propriétaire d'un bien immobilier ou d'un véhicule, ainsi que toute entreprise industrielle, commerciale ou touristique, devra s'assurer contre les catastrophes naturelles. Le périmètre de couverture n'inclura toutefois pas les dommages aux personnes, comme l'incapacité temporaire ou les décès», a précisé Ben Said.

Elle a conclu en soulignant que de plus en plus de pays de la région travaillent sur des stratégies similaires. D'autres, comme le Kenya, le Malawi et le Maroc, ont déjà finalisé les leurs.

4ème édition du séminaire sur l'électromobilité : perspectives et défis futurs

22/10/2024

Aujourd'hui s'est tenue la 4ème édition du séminaire sur l'électromobilité, organisée par Ami Assurances. Organisé à Tunis, cet événement a réuni plusieurs acteurs clés de l'industrie automobile et des spécialistes de la mobilité électrique. L'objectif principal de cette édition est de faire le point sur les avancées technologiques, les défis économiques et les enjeux politiques qui impactent le développement de l'électromobilité à l'échelle mondiale.

Samir Touil, ingénieur qualité chez BMW Group à Munich, a apporté un éclairage intéressant sur les tendances actuelles du marché. Selon lui, "les taux d'inflation extrêmement élevés ont entraîné une hausse significative des prix des véhicules neufs." Cependant, il estime que la diminution progressive de l'inflation à l'échelle mondiale pourrait avoir un impact positif sur le secteur de l'électromobilité.

Touil a également souligné que la hausse des prix ne concernait pas uniquement les véhicules neufs, mais s'étendait aussi aux véhicules d'occasion, dont le prix moyen a augmenté de plus de 20 % en Europe et aux États-Unis depuis 2020. Ce phénomène a également touché les assurances automobiles, les coûts de réparation et de maintenance, ainsi que les prix de location de voitures.

Il a en outre évoqué l'impact potentiel des élections prévues en 2024 dans plus de 60 pays, notamment aux États-Unis. Les résultats de ces élections pourraient influencer les politiques environnementales et la transition vers la mobilité électrique. "Aux États-Unis, selon le résultat de l'élection présidentielle, de nouvelles réglementations ou des assouplissements pourraient être introduits," a-t-il précisé. L'approche des démocrates est favorable à des normes strictes d'émissions et des incitations fiscales pour les technologies vertes, alors que républicains sont plus enclins à soutenir les énergies traditionnelles. Sur le plan mondial, Samir Touil a mis en avant la Chine, l'Europe et les États-Unis comme les marchés dominants de l'électromobilité, représentant 95 % des ventes mondiales de véhicules électriques en 2023, soit 9,1 millions de véhicules. En Europe, la Norvège se distingue avec 85,4 % de nouvelles immatriculations de véhicules électriques, suivie de l'Islande et de la Suède. Cependant, l'adoption reste faible en Amérique latine et en Afrique, même si certains pays, comme le Maroc, commencent à élaborer des stratégies pour favoriser l'électromobilité.

Algérie : Le secteur des assurances en hausse de 8,8%

21/10/2024

Le secteur des assurances en hausse de 8,8% toutes activités confondues, a généré un chiffre d'affaire de 90,2 milliards de dinars au 1er semestre 2024.

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré un chiffre d'affaires de 90,2 milliards de dinars (mds DA) au premier semestre 2024, marquant une hausse de 8,8 % par rapport à la même période en 2023, selon le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture.

La branche des assurances dommages, qui représente 81,3 % du portefeuille des assurances en Algérie, a réalisé un chiffre d'affaires de 73,3 mds DA au 30 juin 2024, contre 69 mds DA l'année précédente, soit une augmentation de 6,3 %. En revanche, la branche des assurances de personnes, représentant 11,9 % du marché, a enregistré un chiffre d'affaires de 10,5 mds DA, en progression de 7,7 % par rapport à 2023.

Une croissance pour la branche auto et agricole
Plus en détail, la branche automobile, qui constitue la moitié du chiffre d'affaires des assurances dommages, a connu une croissance de 6,4 % sur un an, atteignant 36,7 mds DA. Cette tendance haussière est principalement due à l'augmentation des « Risques non obligatoires » (+7,4 %), liée à la hausse des importations de véhicules, notamment ceux de moins de trois ans, générant ainsi une production additionnelle de plus de 2 mds DA.

La branche « Agricole » a également enregistré une importante hausse de 13,1% à la fin du premier semestre 2024, avec un volume de primes additionnelles de 128,4 millions de dinars. La sous-branche « Production végétale » a connu une progression spectaculaire de 83,5%, grâce à une reprise significative de souscriptions liées aux « Céréales », après des conditions climatiques défavorables l'année précédente. En revanche, la sous-branche « Production animale » a connu une baisse de 17,6 % en raison du non-renouvellement des importations de bovins d'abattage.

Performances et perspectives au 1er Semestre 2024

Concernant l'assurance de personnes, celle-ci a cumulé un chiffre d'affaires de 10,7 mds DA au 1er trimestre 2024, avec une production additionnelle de 767,2 millions de dinars, soit une évolution de 7,7 %.

Les sociétés d'assurance « Takaful » ont enregistré un chiffre d'affaires de 256,9 millions de dinars à fin

juin 2024, affichant une croissance de 293,2 %, principalement grâce à l'expansion de leur réseau de distribution.

En ce qui concerne la réassurance, la Compagnie centrale de réassurance (CCR) a affiché un chiffre d'affaires international de 5,9 mds DA, en progression de 51,4 % par rapport à l'année précédente.

Les sinistres déclarés auprès des sociétés d'assurances ont augmenté de 11,4 % en montant, totalisant 43,3 mds DA pour 844.242 dossiers, bien que le nombre de dossiers ait diminué de 2,5 %. Les indemnités se sont établies à 30,2 mds DA pour 623.811 dossiers réglés, enregistrant une régression de 3,6 % par rapport à 2023.

Enfin, les sinistres à payer ont atteint 114,7 mds DA, avec un nombre de dossiers en stock en hausse de 3,6 %, totalisant 1.719.218 dossiers au 30 juin, contre 1.660.193 dossiers à la fin du premier trimestre 2024. La note de conjoncture a également souligné que les sociétés publiques dominent le marché des assurances de dommages avec 75,9 % du chiffre d'affaires global, atteignant 55,7 mds DA, tandis que les sociétés privées comptabilisent 17 mds DA, représentant 22,3 % du marché.

El Watan-dz
.com

Les assureurs seront autorisés à avoir le rôle d'intermédiaires boursiers : Un texte de loi régissant le marché financier bientôt ficelé

21/10/2024

Le texte, en phase de rédaction, prévoit des mesures susceptibles de contribuer à la redynamisation de la Bourse d'Alger et à la diversification du financement de l'économie nationale.

Dans le cadre de la réforme du marché financier national, la Commission d'observation et de surveillance des opérations en Bourse (Cosob) travaille actuellement sur un nouveau texte régissant le marché. Un texte qui viendra renforcer le cadre juridique actuel, à savoir le décret 93-10 relatif à la Bourse des valeurs mobilières (modifié et complété par l'ordonnance n° 96-10 du 10 janvier 1996 et la loi n° 03-04 du 17 février 2003).

Chargée par le ministère des Finances d'élaborer ce nouveau projet de loi, la Cosob a inscrit, parmi les nouveautés à apporter au marché, la

reconnaissance des compagnies d'assurances comme intermédiaires en opérations boursières (IOB). «En plus d'être les principaux investisseurs institutionnels, les sociétés d'assurances ont les compétences et les moyens nécessaires pour assurer le rôle d'intermédiation en Bourse. D'où cette proposition d'agrèer les assureurs comme IOB.»

C'est ce qu'a souligné hier le président de la Cosob, Youcef Bouzenada, lors d'un point de presse organisé en marge du séminaire sur la «Dynamisation et la stratégie pour un marché financier performant». Une rencontre organisée conjointement avec l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) en collaboration avec la Bourse de Tunis, dont les représentants ont eu à présenter justement leur expérience sur le marché boursier, notamment pour ce qui est de l'intermédiation boursière.

Le texte, en phase de rédaction, prévoit par ailleurs d'autres mesures susceptibles de contribuer à la redynamisation de la Bourse d'Alger et à la diversification du financement de l'économie nationale. Il s'agit notamment, selon M. Bouzenada, de renforcer le contrôle de la Cosob, dont l'appellation est appelée à être modifiée pour être remplacée par : l'Autorité algérienne de régulation du marché financier. Il sera également question d'introduire le concept de finance verte et de bien d'autres changements.

L'Algérie compte dans ce sillage s'imprégner de l'expérience tunisienne, dont les représentants ont affiché leur disponibilité à apporter leur appui pour la réforme du marché financier algérien.

Garantir la confiance des investisseurs

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a d'ailleurs insisté à maintes reprises sur la mise en œuvre du programme en question via une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale. Ce qu'il a réitéré hier dans son discours à l'ouverture de la rencontre mettant l'accent sur la nécessité de mettre en place des mécanismes «transparentes et efficaces» pour garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché et de les faire adhérer à ce processus.

Le ministre a globalement réaffirmé l'engagement du gouvernement à soutenir cette transformation, plaidant pour la coopération entre toutes les parties prenantes et appelant à la poursuite des réformes pour faciliter l'accès au financement, encourager les investissements et soutenir la croissance des entreprises. En effet, dans son discours, M. Faid a insisté sur le rôle crucial du marché financier en tant que levier de croissance. «Un marché dynamique, transparent et accessible pourrait mobiliser les capitaux privés et faciliter le financement des entreprises, notamment les PME et les start-up.

Premiers postes d'assurance souscrits au Maroc

20/10/2024

Le secteur marocain des assurances a présenté les chiffres des primes émises au premier semestre 2024. Quels sont les premiers postes assurances souscrits par les marocains ?

Une fois de plus, c'est la brache non-vie qui prend le pas sur le classement de ce 1er semestre 2024. Année après année, 2022 et 2023 et 2024, l'écart se creuse sur les six mois du début d'année. 18,870 milliards de dirhams en primes émises pour la non-vie, comparé aux 13,820 milliards de récolte de primes pour la Vie montrent cette différence.

Les 3 premiers en Non-Vie

On retrouve aux 3 premières places de la non-vie pour ce 1er semestre l'automobile, avec 8,661 milliards de Dhs, puis les accidents corporels avec, loin derrière, un volume de primes émises proches de 3 milliards. La 3ème place est occupée par l'incendie avec 1,804 milliards de Dhs. A noter, que collé à cet troisième place, l'Accident de Travail (AT) caracole avec peu de différence à 1,731 milliards. Ces trois premiers postes prennent plus des 2/3 des primes encaissées. Avec l'AT, cela dépasse les 3/4.

Et en Vie

Le haut du tableau, comme toujours, pour la cumul des primes encaissées de premier semestre, est accaparé par la capitalisation avec pratiquement une récolte de 6 milliards de Dhs. Juste derrière à 5,551 milliards on retrouve le poste des individuelles. Celui des groupes, en 3ème place du classement Vie, récolte 1,724 milliards. Il reste les contrats dits à capital variables qui représentent, en 4ème et dernier poste, 543 millions.

Afrique



East Africa: Insurers focus on digital transformation, revolving regulations and ESG

21/10/2024

The East African insurance sector, still dominated by non-life insurance, has been on a rising trajectory, despite macroeconomic and geopolitical challenges in the region, says the global professional services firm, Deloitte.

In the report, titled «2024/25 Deloitte Africa Insurance Outlook», Deloitte says that the region has experienced an increased demand for risk transfer solutions and insurers are focusing on digital and market operation transformation..

The insurance penetration rate has been on the rise but is still relatively low compared to other markets such as southern and northern Africa. The total insurance penetration rate for the region in 2022 stood at 1.39%, with insurance penetration at 2.14% in Kenya, 0.62% in Tanzania, 0.74% in Uganda, and 0.3% in Ethiopia.

In a section on several East African insurance markets, Mr Charles Luo, partner, Audit & Assurance, and Mr Timothy Machira, associate director, both of Deloitte Africa's East Africa Financial Institutions Services Team, highlight the following pivotal insurance trends in the region:

- Data analytics
- Technology and innovation in the insurance industry
- The regulatory environment
- ESG reporting and climate change impact.

Data analytics

Although there is a clear argument for the implementation of data analytics in insurance companies, its wholesale adoption comes with challenges. Currently, the main challenges facing insurers are the poor quality of data and the high cost of changing their data management systems and processes.

Technology and innovation

Rapid technological advancements are ushering in a new era in the insurance industry. With the constant improvements in and development of artificial intelligence (AI), insurers are improving the efficiency of their operations and developing

new products. However, responses to the potential role of generative AI in the industry remain mixed. While some anticipate it as a game changer and the future of insurance, others remain cautious, considering it in need of further development, or expecting minimal impact.

The regulatory environment

As of 1 January 2023, the new financial reporting standard for insurance contracts, IFRS 17, has taken effect, replacing IFRS 4. The implementation of IFRS 17 poses some challenges to insurers but also provides opportunities. This change in the regulatory landscape has forced insurers to make comprehensive changes to their reporting practices and to the systems they use to ensure compliance with the new standard. Furthermore, governments may revise certain local regulations, necessitating insurers to adapt their business operations accordingly.

ESG reporting and climate change impact

With the increased focus on the effects of business practice on the environment, insurers must incorporate Environmental, Social, and Governance (ESG) factors into their operations. With climate change becoming a particular concern, insurers need to begin actively exploring ways to mitigate risks arising from extreme weather conditions.

In East Africa, some insurance market players have started adopting more sustainable practices by offering microinsurance products. Over the past five years, the number of insurance and InsurTech companies targeting low-income earners has grown. This trend has been boosted by policies like the "Nairobi Declaration of Sustainable Insurance," an Africa-wide agreement to develop more sustainable and accessible insurance products.

To accelerate growth as well as increase penetration, insurers must emphasise data-driven insights, use technology in innovations, adapt to the evolving regulatory environment, and employ better practices by implementing more ESG considerations in their businesses, say Mr Luo and Mr Machira.



African Risk Capacity (ARC) sells Ghana its first parametric drought insurance policy

23/10/2024

African Risk Capacity Limited (ARC Ltd.), the financial affiliate and parametric insurance underwriting entity of the African Risk Capacity (ARC) Group, is continuing to expand its risk pool, with the latest addition being Ghana, whose government has just purchased its first sovereign parametric drought insurance policy.

ARC Ltd. has been steadily expanding its sovereign and non-sovereign parametric insurance and risk transfer risk pool over recent years, growing to protect 26.4 million by the end of 2023 with a footprint that extended to 39 member states.

“Through an inclusive, country-led process coordinated by the Global Shield Secretariat, the African Risk Capacity (ARC) Ltd. issued the policy for the benefit of the Government of Ghana, financed with US\$1 million by KfW Development Bank on behalf of the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ) and the Global Shield Solutions Platform (GSSP), managed by Frankfurt School of Finance & Management,” ARC explained.

The parametric insurance policy is designed to protect Ghana’s agricultural sector against the risk of drought, with any payout of the policy set to be specifically directed towards safeguarding food security and stabilizing its agricultural sector.

Helping Ghana to access the benefits of parametric risk transfer protection, KfW Development Bank and the Global Shield Solutions Platform (GSSP), jointly provided US \$1 million in financing. “The Government of Ghana has shown foresight and initiative by implementing this first-ever drought policy,” says Malvern Chirume, Chief Underwriting Officer, ARC Ltd. “Within the context of climate change where drought events will increase in frequency and severity, the country is now protected against a potential crisis.” Furthermore, Chirume emphasises that the policy extends beyond financial protection: “It ensures that vulnerable communities in Ghana can continue to thrive despite increasingly erratic weather patterns due to the early warning tools available to the government. This policy is also a key component of our broader efforts to enhance climate resilience across Africa.”

“We are delighted to see the implementation of the Global Shield process come to fruition in Ghana, through multi-stakeholder, collective

action, marking the completion of the first in-country process. We know that disasters don’t wait to happen – they strike with little warning, so the importance of pre-arranged finance mechanisms cannot be stressed enough. With the ARC policy in place, we are assuring the resilience of vulnerable livelihoods amid the ever-growing threats posed by climate change”, says Nilesh Prakash, Co-Director of the Global Shield Secretariat.

“The GSSP is very pleased to financially support the purchase of ARC drought insurance by the Government of Ghana for the benefit of vulnerable populations”, says Karsten Löffler, Co-Head of GSSP. “It is a good example of what pooling funds for pre-agreed risk financing solutions and international coordination can achieve.”

“KfW Development Bank is very happy that Ghana is becoming an active member of the ARC family”, states Malte Marek, Senior Portfolio Manager at KfW. “Being the second largest economy in western Africa, Ghana can set the scene for other countries joining ARC in the future.”

Monde Arabe



Oman: Listed insurers see weaker insurance service results in first 9 months of 2024

20/10/2024

The combined insurance service results of listed insurance companies in Oman plunged by 85% to OMR2.6m (\$6.8m) for the first nine months of this year from OMR16.9m for the corresponding period in 2023, according to an analysis by Badri Management Consultan

Badri has issued the report, titled “Oman – Listed Insurance Industry Performance Analysis – Q3 2024”, which is based on the preliminary financial disclosures by the eight listed insurers.

The eight insurers analysed are Al Madina Takaful (AMAT); Arabia Falcon Insurance Company (AFIC); Dhofar Insurance (DICS); Muscat Insurance (MCTI); Liva Group; Oman United Insurance (OUIC); Oman Qatar Insurance (OQIC); and Takaful Oman Insurance (TAOI). AMAT and TAOI released their preliminary financials based on IFRS 4; therefore Badri has utilised their net underwriting income in place of insurance service result for the purposes of the analysis.

The leading three companies – AMAT, TAOI, and

DICS – posted a 13% increase in combined insurance service results to OMR13.0m for the January-September period this year from OMR11.5m for the corresponding period last year.

Net profit/loss

Their combined net result decreased by 126% to a loss of OMR2.5 m for the first three quarters of this year, from profits of OMR9.5m for the corresponding nine months in 2023.

Three out of the eight insurers reported a year-on-year increase in profits. They are AMAT, AFIC, and MCTI.



Jordan: Central bank announced draft rules for insurance broking business

17/10/2024

The Central Bank of Jordan has issued draft regulations for the licensing, regulating and supervising of insurance brokers.

Under the proposed rules, an insurance broking licence is to be granted for one of the two main types of insurance – life and non-life. A broking company may not practise both types of insurance together.

However, it is permissible to grant a license to practice both life and non-life insurance businesses, provided that the manager of insurance affairs or the persons performing brokerage business or the same employees thereof does not practise both types of insurance together.

Capital

The proposed conditions for licensing an insurance broker are that the broker must be a public joint stock company, a private joint stock company, or a limited liability company. The name of the insurance broking entity must show that the company is engaged in insurance broking. A licensed insurance broker must also have “suitable headquarters of its own” in Jordan.

The insurance broker may combine the work of an insurance broker with the work of a reinsurance broker and an insurance consultant, provided that no commission, fee, or any material compensation is collected from the insurance company or reinsurance company and the client for the same insurance subject matter.

The proposed regulations would allow the insurance broker to combine the work of insurance brokerage with that of any other insurance service provider, with specific contracts. The insurance affairs manager, the broker, or employees of the insurance broker are prohibited from being executives in an insurance company or any of the insurance service providers.

GCC: Gulf Insurance Forum resolutions focus on climate change and tech

23/10/2024

Summations and recommendations made at the 19th Annual Gulf Insurance Forum (GIF) held in Dubai on 15-16 October 2024 focused on growing weather-related risks and the best means to confront them. The Forum also addressed the increasing importance of technology in the insurance market.

Climate Change

Discussions at the Forum highlighted the increasing frequency and severity of natural disasters, such as floods, cyclones, sandstorms, and extreme heat events, affecting the GCC region. Recent incidents underscore the region’s growing vulnerability to natural disasters, driven by climate change and rapid urbanisation. Despite the region’s historical resilience, the need for a proactive approach to disaster management and insurance is becoming critical.

Key concluding remarks

- **Increased Vulnerability:** The GCC is increasingly exposed to natural disasters due to climate change, urban development, and coastal expansion. Traditional infrastructure is ill-prepared for the scale of these disasters.
- **Insurance Gaps:** Many businesses and households in the GCC remain uninsured or underinsured for natural disasters, exposing them to significant financial risks. This is exacerbated by the high cost of catastrophe insurance and a lack of awareness about the necessity of coverage.

- **Need for Proactive Insurance Strategies:** The current insurance models are reactive, primarily responding to disasters rather than encouraging preventive measures. The Forum emphasised the need to shift towards resilience-focused strategies that promote risk management and disaster preparedness.

Recommendations

- **Risk Assessment Improvements:** Insurers in the GCC should utilise advanced technologies like AI, satellite data, and predictive analytics to improve risk assessment models. These tools will enable more accurate pricing of disaster insurance and encourage preventive measures.

- Tailored Insurance Products: The insurance sector should develop more flexible insurance products, such as parametric insurance, which can provide faster payouts based on pre-defined triggers (e.g. rainfall levels) and microinsurance for vulnerable populations.
- Public-Private Partnerships (PPP): Governments and private insurers should collaborate to create national disaster relief funds and regional reinsurance pools. These initiatives will help spread financial risks, reduce premiums, and ensure quicker responses to disasters.

Internationale

ReInsurance BUSINESS

Cyber's moment in the reinsurance spotlight at Baden-Baden

22/10/2024

It's when there's relative stability across the property & casualty (P&C) reinsurance landscape that specialty gets its well-earned moment in the sun. And with the weather likely to dominate P&C conversations at the 2024 Baden-Baden Reinsurance Meeting, growth opportunities are in vogue, noted Chris Baddeley (pictured left), VP of insurance solutions at Envelop Risk, and cyber is very much part of that conversation.

Understanding the rapid growth of the cyber reinsurance market

He noted that as a monoline specialty cyber reinsurance underwriting firm, serving the market since 2018, Envelop has enjoyed a front-row view of the changing nature of conversations about cyber reinsurance. He highlighted that when Envelop first went to Baden-Baden three years ago, cyber was an "alternative" topic of conversation in meetings – for some, a welcome break from discussions on property and casualty. Fast forward to today, with a back-to-back schedule of meetings with risk carriers looking to move into cyber for the first time, or established players looking to expand their existing portfolio or geographic footprint, cyber is now front and centre of attention.

Despite the rapid growth of both cyber risk and the cyber re/insurance market generally, the last two years have been relatively quiet, with pockets of the market where growth has been markedly tempered, he said. The theme from the 1/1 renewal conversations Envelop is starting to have, and going into Baden-Baden, is that growth is firmly back on the agenda,

but in a much more focused way than before.

So, rather than a catch-all phrase of 'growth in cyber', the market is taking a much more nuanced and targeted approach," he said. "Many carriers are looking at geographies, customer segments, distribution models and other specific niches within the market for that growth potential. And that's in a manner that we, as a team, don't feel we've seen before. Whether that's European growth, or Asia, or middle market, or alternative distribution – those are some of the themes we're seeing emerging as focal points."

Opening up the cyber conversation

It's conferences such as the Baden-Baden meeting that help to open up discussions about Europe and other regions as a marketplace, he said, and how re/insurance players can help it reach its full potential, given how limited the global penetration rate of cyber remains. "However, I think while new opportunities will be a key theme of conversation," he said, "it's also important that people don't forget about what's happening back within their existing portfolios. And this year has been a good reminder of that."

"Because, while this is an exciting class of business, and there are huge runways of opportunity in emerging markets and other parts of the ecosystem, losses can still happen. Big losses can happen and cat events in one form or another can happen. We're keen to make sure that people don't lose sight of their core portfolio's exposures while they go on these new growth journeys within their business."

What's top of the agenda at Baden-Baden in 2024?

Simon Welton (pictured right), EVP at Envelop Risk, affirmed Baddeley's conviction that looking forward to the future while making sure the house is in order will be top of the agenda at Baden-Baden this year. Another element of the cyber evolution that fascinates him, he said, is how it has grown from zero to a mature business line in such a short space of time. There are so many parallels between the growth of cyber, and the property & casualty market, and even other specialty lines including terrorism, he said. But for it to have gone from being non-existent to where it stands today in terms of developing modeling techniques, and now ILS and other financial instruments has been extraordinary. "And the journey inbetween, which followed the quite a traditional path of quota share being the best way to do it, and then excess-of-loss and then event excess of loss, has just been super accelerated." That's probably because, as an industry, we've learnt the lessons of multiple other lines of business but even so, you have to consider that we weren't really able to look backwards when cyber was first being developed. You can go back through 1,000s of years of earthquake history, 100s for hurricane history, and even in liability lines you can look back over many years of litigation records.



Catastrophes naturelles : lancement de l'Observatoire de l'assurabilité

17/10/2024

CCR (Caisse centrale de réassurance) a été missionnée par le Gouvernement cet été, pour mettre en place un Observatoire de l'assurabilité en France. Celui-ci a pour vocation de contribuer à maintenir à terme une offre d'assurance solidaire et mutualisée dans les territoires métropolitains et ultramarins, alors que les catastrophes naturelles (Cat Nat) sont de plus en plus fréquentes et intenses.

L'Observatoire sera construit en concertation avec les acteurs du secteur de l'assurance, dans une perspective d'intérêt général. CCR les a réunis ce jour lors d'une première réunion de lancement.

CCR prévoit de publier un premier rapport dans le courant du premier semestre 2025.

Une perception accrue des risques climatiques par les Français L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques ainsi que l'accroissement des risques extrêmes ont un impact très concret dans le quotidien des Français qui vivent dans les territoires les plus exposés. Une étude Elabe pour CCR souligne cette perception accrue des risques :72% des Français jugent ainsi que le risque de dommages liés aux catastrophes naturelles est de plus en plus fort .65% des Français ont conscience du fait que le système d'assurance est face à un défi économique pour maintenir l'assurabilité



Reinsurers to hold firm on T&Cs following back-to-back hurricanes: Moody's

24/10/2024

A new report from Moody's has noted that the large losses incurred from Hurricanes Helene and Milton will provide support for the stabilisation of property catastrophe reinsurance pricing going into the January 2025 renewals.

"Earlier this year, it appeared that reinsurance pricing momentum had stalled as pricing for higher attaching layers declined by 5% to 10% during the 2024 midyear renewals in the US," Moody's explained.

Now though, Given the continued elevated level of insured catastrophe losses driven by back-to-back hurricanes, 2025 pricing is reportedly unlikely to retreat.

For those unaware, Milton made landfall on 9 October as a Category 3 storm with maximum sustained winds of 120 miles per hour near Siesta Key, Florida.

Milton brought damaging hurricane-force winds to a large portion of central Florida as it crossed over the peninsula before exiting the state back into the Atlantic Ocean as a Category 1 hurricane.

"The storm followed just two weeks after Hurricane Helene, which will complicate the claims adjustment process as there is some overlap in the footprints of the two storms," Moody's report said.

Moody's RMS estimates put Milton's losses in the \$22-\$36-billion range, with a best estimate of \$26 billion. That includes losses from wind, storm surge and precipitation-induced flooding.

Meanwhile, KCC puts the loss at close to \$36 billion for damage to residential, commercial and industrial properties and automobiles, as well as business interruption, but not including damage to boats, offshore properties, or National Flood Insurance Protection scheme claims.

CoreLogic's estimate is lower at \$17-\$28 billion and Verisk expects industry losses to be in the €30- €50 billion range.

As per Moody's, a significant portion of losses arising from this event will be ceded to the reinsurance sector.

"Reinsurers' losses related to Hurricanes Helene and Milton will depend on the underlying primary insurance coverages and the structure and terms of the reinsurance contracts," Moody's added.

Adding more on the implications of these events on the reinsurance sector, Moody's noted, "Although reinsurers price catastrophe-exposed coverages to account for the volatility inherent in the business, we think the continued elevated level of insured catastrophe losses globally will provide support for the stabilization of property catastrophe reinsurance pricing going into the January 2025 renewals."

"We expect reinsurers to maintain underwriting discipline by continuing to hold firm on terms and conditions in 2025. This includes setting attachment points high enough to avoid frequency events and limitations on providing aggregate reinsurance coverages." Moody's concluded, "Hurricanes Helene and Milton are the first large hurricane events that will test the efficacy of Florida's legal reform efforts to reduce litigation costs that have plagued the state's insurance market, resulting in the highest direct defense cost ratio historically in the US. The legislation eliminated "one-way attorney fees," as well as the assignment of insurance benefits to third parties.